

groupe de provinces. Ce qui est en train de se produire est bien triste. Par les attaques peu réfléchies et sornaises, que révèlent les propositions budgétaires, le gouvernement joue avec le feu; il joue avec l'avenir du pays.

Quant aux changements auxquels le ministre songe en matière de péréquation, je suis disposé à attendre qu'il ait vu les provinces. Il a indiqué devoir rencontrer les représentants des gouvernements provinciaux avant de présenter une mesure tendant à en modifier la formule. Je suis donc prêt à attendre les résultats de cette rencontre.

Le gouvernement fédéral se livre à une épreuve de force sur deux plans, en vue de centraliser les pouvoirs, contrôler le développement et la commercialisation des ressources naturelles...

**M. Fairweather:** ... et mettre en pièces la constitution.

**M. Stanfield:** Il s'agit d'une politique visant à faire des provinces les pantins du gouvernement fédéral.

**Une voix:** Attendez que Davis se mette à danser.

**M. Stanfield:** Parlant de danser, j'espère qu'aucun des députés libéraux du Québec qui semblent toujours garder le silence lorsque sont débattues des questions importantes, n'est étonné que l'appui accordé au PQ soit à la hausse dans cette province.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Les voilà bien réveillés.

**M. Wagner:** Comme ils écoutent maintenant!

**M. Stanfield:** J'ignore quelle autre position adoptée par le gouvernement fédéral ni quelle position appuyée par ces députés libéraux du Québec pourrait contribuer davantage à désillusionner la population québécoise et lui faire sentir qu'on abandonne ses droits traditionnels.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Et votre parti?

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, quand le gouvernement a imposé le double prix pour le pétrole à l'automne de 1973, les représentants du Québec n'ont rien dit. Cela n'avait rien de répréhensible. Ils étaient d'accord. Ce n'était absolument pas injuste. Qui a parlé à la Chambre?

**M. Trudeau:** Parlez à l'un de vos lieutenants du Québec.

**M. Stanfield:** Ne vous occupez pas de cela. Les voici maintenant ceux qui supposément incarnent le fédéralisme au Canada, les députés du Québec fidèles à la grande tradition fédéraliste dans cette province. Ils se tiennent cois. S'ils ont choisi d'être silencieux, je voudrais bien qu'ils le restent.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Combien de péquistes ont voté pour votre parti?

**Des voix:** Oh, oh!

### *Le budget—M. Stanfield*

**M. Stanfield:** Tiens, tiens. Le premier ministre se réveille.

**M. Trudeau:** Je l'ai dit au cours du débat le printemps dernier. Je les ai cités. Ils travaillent pour votre parti. Vous pouvez regretter la percée du séparatisme.

**M. Stanfield:** J'ai dû manquer ces paroles de sagesse. La question n'est pas ce que je manque. Cela n'a pas beaucoup d'importance. La question, en réalité, porte sur la façon dont le gouvernement traite le pays. Les consultations et les négociations sérieuses ne seront jamais plus nécessaires. Le gouvernement fédéral s'arroge le droit de fixer les prix et de dicter les dispositions de partage des revenus en interdisant la déduction des redevances provinciales des revenus aux fins de l'impôt fédéral. Je ne vois pas comment le ministre des Finances a pu faire pareille proposition. Si j'ai compris quelque chose à ses principes, je me demande comment il peut la justifier.

Elle encouragera probablement les gouvernements provinciaux à prendre le contrôle des exploitations pétrolières et minières. Juger le bien-fondé de l'étatisation des exploitations pétrolières et minières est la tâche qui incombe à la province en cause. La politique fiscale fédérale ne doit sûrement pas avoir pour objet ou pour effet d'encourager les gouvernements provinciaux à adopter cette attitude.

● (1550)

Les Canadiens doivent savoir ce que le gouvernement fédéral mijote et quelles seront les conséquences d'une transformation profonde du pays. Le gouvernement court à un échec qui peut ébranler les fondements mêmes de notre confédération et priver les générations futures de la sécurité de ressources sûres. La génération actuelle ressentira elle-même les effroyables conséquences de cette folie et les générations à venir en supporteront tout le poids et déploreront le fait que ceux qui n'ont pas eu à payer le prix les ont condamnés à «récolter la tempête».

C'est de la folie et le mot n'est pas encore assez fort. Il faut changer cela. Adopté sous sa forme actuelle, le budget entacherait à jamais la réputation du Parlement. Nous devrions profiter du temps qui nous reste avant de nous prononcer sur le bill pour trouver d'autres moyens de persuasion afin que le gouvernement trouve d'autres solutions, mais s'il préfère se montrer inflexible, il devra affronter une opposition officielle tout aussi inflexible.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Le discours prononcé par le ministre lundi soir manquait de réalisme. En l'écoutant, on avait du mal à croire que le pays était ravagé par l'inflation, que le monde était menacé par une pénurie d'énergie ou par des crises toujours plus graves. Peut-on, si on aime ce pays, si l'on accorde une certaine valeur à la civilisation, à la stabilité et au progrès économique, peut-on admettre la couardise du gouvernement?

**Des voix:** Non.

**M. Stanfield:** Lorsque je cherche un exemple pour décrire la situation qui règne aujourd'hui dans le monde et les dangers qui nous menacent, je pense à l'idée que nous nous faisons, étant enfants, d'un vieux bateau de guerre où un canon désarrimé se promenait au gré du tangage causant sur son passage terreur et ravages.